



1/4

SESSION DE 2000

ÉCONOMIE

Éléments indicatifs de corrigé

I. COMMENTAIRE DE TEXTE (12 points)

214

Introduction :

Depuis quelques années nous assistons, dans tous les secteurs de l'économie, à une vague sans précédent de fusions acquisitions, rachats, prises de participation. En effet, de nombreuses entreprises optent pour une croissance externe, c'est-à-dire des regroupements d'entreprises, afin de mettre leurs efforts en commun pour gagner en compétitivité. Ces rapprochements ont donné naissance à de nouveaux leaders mondiaux tels que Exxon-Mobil, Daimler Benz-Chrysler, Total-Pétrofina-Elf.

Problématique :

Toutefois, ces nouveaux géants sont-ils assurés d'être plus performants ?

Annonce du plan :

Notre analyse s'intéressera aux raisons qui poussent les entreprises à fusionner et aux risques encourus.

1. Des fusions : pour quoi faire ?

Le motif primordial qui pousse les entreprises à grandir est de gagner de l'argent. De plus, la tendance actuelle de la gestion des entreprises est à la spécialisation et à l'externalisation.

a. Les causes externes à l'entreprise :

Les stratégies de croissance externe ont été facilitées par :

- l'uniformisation des modes de consommation : on mange des hamburgers, on s'habille en jeans aussi bien en Russie qu'aux USA... On assiste à une standardisation internationale des modes de consommation.
- L'insuffisance de croissance des économies nationales a poussé les entreprises à s'implanter sur des marchés fermés ou des marchés émergents. Le risque de ralentissement conjoncturel se trouve ainsi réduit.
- Le contournement des législations nationales a incité les entreprises à se mondialiser.

b. Les stratégies « marketing » de développement :

Les objectifs de ces stratégies à la fois agressives et défensives passent par plusieurs étapes :

- La réduction des coûts de production. Les fameuses économies d'échelle : quand le niveau de production augmente, certains frais tels la publicité, l'informatique augmentent moins vite, voire restent les mêmes et sont absorbés par une production plus importante.
- L'intensification des dépenses de recherche et de développement avec une meilleure répartition des charges.
- Un rapport de force plus avantageux vis-à-vis des fournisseurs au moment de la négociation des prix. Avec les nouveaux systèmes de production, les fournisseurs ont vu leurs responsabilités croître au niveau de la fabrication des sous-ensembles.
- L'optimisation des structures logistiques, l'accès mutuel aux réseaux de distribution, la possibilité de la mise en place d'une centrale d'achats commune permettent également de comprimer les coûts.
- L'augmentation des lieux d'activité et donc du nombre de clients réduit le risque localisé de perte. La diversification permet une meilleure répartition des risques.

La future entreprise devra afficher une rentabilité financière du capital afin de ne pas perdre la confiance des investisseurs.

Transition :

Mais il ne faut pas oublier les risques inhérents à une telle aventure. Il convient au préalable de cerner les inconvénients d'un tel rapprochement afin que celui-ci n'aboutisse pas à un échec.

2. Les risques encourus.

Un mariage n'entraîne pas automatiquement des économies d'échelle. D'un côté, il faut restructurer, réduire les équipes et de l'autre, maintenir le moral des salariés, faire cohabiter des cultures différentes. Les réorganisations se révéleront indispensables tant au niveau organisationnel, structurel que social.

Les coûts sociaux peuvent se révéler très lourds à court terme : fermetures de sites, suppressions d'effectifs, recentrage des activités. De plus, lorsque la taille de l'unité augmente, elle peut se révéler moins réactive aux modifications de l'environnement.

Rien n'assure que la part de marché gagnée corresponde à « l'addition des deux parts antérieures ». En effet, les clients ne tirent pas toujours profit de la nouvelle gestion – on l'a remarqué au niveau des banques et des assurances – et ne seront donc pas tous au rendez-vous.

Tout mariage se doit de créer de la valeur et grâce aux restructurations qui s'ensuivent, se doit d'accroître la rentabilité du capital.

Les capitaux nécessaires pour les rachats, prises de participation, voire OPA s'obtiennent à des conditions financières coûteuses. Or, les actionnaires ont une exigence de rentabilité de leur capital que les entreprises ont parfois du mal à satisfaire.

Les États ou organismes internationaux doivent intervenir pour éviter la mise en place de marchés monopolistiques. Le ministre français de l'économie a ainsi refusé le rachat d'Orangina par Coca-Cola pour non-respect des règles de concurrence.

Conclusion

Risques de déséconomies d'échelle, risques de dépendance, risques de marché, risques de désorganisation, risques de démotivation des salariés, risques de coûts élevés ne doivent pas être sous-estimés.

On ne peut toutefois traiter toutes les entreprises de la même manière. Certaines activités bénéficient d'une taille plus grande, d'autres peu ou pas. La recette miracle n'existe pas. L'espoir que fait naître la croissance externe ne doit pas cacher les risques inhérents à ces mariages. D'ailleurs, plus de la moitié de ces nouvelles entités constituées n'ont pas répondu aux anticipations de succès. Citons par exemple : le rapprochement Boeing-Mac Douglas.

II. QUESTIONS (8 points)

1. Les instruments de la redistribution des revenus (4 points)

Les prélèvements obligatoires constitués des impôts et des prélèvements sociaux permettent de financer les dépenses collectives.

- Impôts directs sur le revenu et le patrimoine (impôts de solidarité sur la fortune) des ménages, impôts locaux.
- Impôts indirects sur la consommation. Ils constituent l'essentiel des prélèvements fiscaux : TVA et taxes sur les produits pétroliers.
- Prélèvements sociaux : les cotisations sociales prélevées par les organismes de Sécurité sociale et d'assurance chômage sont payées par les employeurs et les salariés. La Contribution sociale généralisée, applicable à l'ensemble des revenus, a introduit en 1991 le principe de la fiscalisation des ressources de Sécurité sociale. En France, en raison des caractéristiques du système de financement de la protection sociale, le niveau des cotisations sociales est très élevé. Elles représentent environ 46 % des prélèvements obligatoires.

Les revenus de transfert :

- En contrepartie des prélèvements obligatoires, les ménages reçoivent des prestations sociales destinées à :
- aider les familles : allocations familiales, allocations logement.
- compenser les pertes de revenus liées à la vieillesse : pensions de retraite,
à la maladie : dépenses de santé,
au chômage : allocations chômage.

Ces prestations sont versées par l'État, les collectivités locales, les caisses de sécurité sociale ou d'assurance chômage.

2. Le FMI : rôle et fonctionnement (4 points)

Présentation et rôle :

Première institution supranationale mise en place en 1944, le FMI constitue un des piliers fondamentaux des accords de Bretton Woods tant par sa fonction de surveillance et de contrôle que par les facilités financières qu'il lui est possible d'accorder aux pays en difficulté.

Le FMI est un instrument de solidarité internationale monétaire qui a pour fonction principale d'aider les différents États à maintenir la fixité des taux de change. Les dévaluations doivent être effectuées selon une procédure internationale et après autorisation du FMI.

Fonctionnement :

Le capital du FMI est apporté par les pays membres selon des quotas correspondant à leur part du commerce international. Les droits de vote sont eux aussi proportionnels à ces quotas. Actuellement, les États-Unis disposent d'un droit de veto avec 23 % des voix.

Le FMI fonctionne comme une caisse de secours mutuels. Chaque pays y dépose une partie de ses réserves. En contrepartie, il peut recevoir une aide du FMI en cas de difficultés temporaires sous forme de prêts à taux préférentiels. Les pays déficitaires doivent alors mener une politique interne rigoureuse propre à assurer un retour à l'équilibre dans des délais fixés par avance.